



GRAND DEBAT 7 février 2019

Le Maire présente les règles aux participants : des tours de 3 questions sont posées puis 3 autres réponses, contestations, remarques en réponse sont apportées. 1 heure sera consacrée à chaque thème. Le temps de parole est de 3 minutes par intervention.

Le Maire ne proposera pas la fiche technique plus individuelle proposée par le site <https://granddebat.fr> mais des questions plus générales.

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Le grand débat doit éclairer le gouvernement pour :

- Répondre à la demande des citoyens de mieux connaître les dépenses publiques (acteurs, objectifs, moyens) et à l'exigence de transparence sur l'utilisation des fonds publics.
- Bâtir un consensus sur le bon niveau de fiscalité au regard des prestations souhaitées.
- Établir un système fiscal plus juste et plus efficace :
 - La fiscalité écologique comme instrument pour accélérer la transition écologique : est-ce légitime de taxer ce qui pollue ?
- Quels impôts faudrait-il, prioritairement, réduire davantage ?
 - Identifier le type de dépenses publiques à baisser si le choix est fait de poursuivre les baisses d'impôts ;
- Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?
 - Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?
- Voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Synthèse des remarques en lien avec la fiscalité transcrites dans les cahiers de doléances

- Suppression de l'ISF
- TVA réduite sur les produits de consommation
- Retour de la CSG et de l'indexation pour les retraites
- Défisicalisation des heures supplémentaires
- Réduire le train de vie de l'Etat
- Augmenter le SMIC de 200 à 300 €
- Négociations avec le privé
- Pas de privatisation des aéroports et de la Française des jeux
- Limite des écarts de salaire au sein des entreprises de 1 à 10

- Ouverture de dispensaires pour les personnes défavorisées
- Sous effectifs dans les EHPAD
- Plus de justice pour les impôts sur les revenus et moins de niches fiscales
- Droit de se chauffer, de se loger et de se nourrir
- Réformer les droits bancaires
- Moins de taxes à tous niveaux
- Taxer les revenus financiers
- Supprimer le CICE
- Suppression de la taxe CAHUZAC sur les dividendes des entreprises

Parole aux représentants du mouvement gilets jaunes (G.J.)

« On vient se jeter dans la gueule du loup : nous sommes citoyens lambda : nous n'avons jamais fait de politique mais faire de la politique, c'est s'intéresser à la vie de la nation – pas de confiance dans les partis politiques et c'est pour cela que nous sommes loin de ces calculs et de tout ce qu'on peut reprocher aux gens qui nous gouvernent depuis tant d'années.

Le débat est démocratique et c'est pour cela qu'ils ne n'y sont pas soustraits mais il est étroit : les thèmes sont imposés et ce ne sont pas ceux portés en priorité par les gilets jaunes qui étaient :

- Une démocratie plus participative (ce sujet est plus éloigné. Les GJ sont ramenés sur le sujet de la fiscalité mais ils ne sont pas économistes) ;
- Plus de justice sociale : beaucoup de gens sont en difficulté, 1% des plus riches détiendraient peut-être 50% de la richesse du monde. Les lois permettent aux très riches de pratiquer l'optimisation fiscale (les niches) qui représenteraient 100 milliards par an. Toutes les niches ne sont pas mauvaises, mais des sommes importantes ne ruissellent pas vers le peuple. Cet argent permettrait de payer de nombreux postes d'infirmières. Où faut-il faire des dépenses ? Cet argent ne ruisselle pas vers le peuple. Ces sommes quittent le territoire : elles ne profitent pas à la France. La France a de grandes difficultés financières mais les dividendes augmentent chaque année. Les GJ exigent une meilleure justice fiscale et une lutte réelle contre l'évasion fiscale - pas de cadeaux aux amis, une taxation plus lourde pour les revenus financiers et pas sur les revenus du travail ;
- Rétablir le contrôle des mouvements de capitaux mais prisonniers des règles de l'UE ; interdiction des délocalisations pour lutter contre le chômage ;
- Tout citoyen français où qu'il se trouve devrait participer à l'effort fiscal.

TOUR DE REMARQUES N°1

1/A. LE GUELLEC : la France s'appauvrit par rapport à la plupart des pays industrialisés. Nous travaillons 20% de moins que la plupart des pays et pourtant le chômage est important. Les effectifs de la fonction publique ont flambé notamment ceux de la fonction publique territoriale et hospitalière. L'Etat providence n'a jamais été aussi développé. La France est un pays égalitaire - la protection sociale est une des meilleures au monde mais les taxes écrasent les travailleurs et ne leur permettent pas de vivre dignement. A la retraite depuis 5 ans mais ses revenus ont baissé mais il ne se plaint pas. Le

constat est partagé par tous – pas de doléance mais un souhait : les élus ne devraient-ils pas avoir un meilleur discernement dans la conduite de leurs politiques pour tenir compte de la capacité financière de leurs concitoyens ?

2/ J-R. PAULIN, parisien d'origine, habitant de Clohars-Carnoët depuis la retraite.

- 1- Les entreprises nationales publiques qui travaillent à l'internationale : tous les dirigeants sont nommés par les gouvernements, tous sont salariés - presque aucuns ne payent d'impôts en France avec un système qui joue sur la communauté européenne. Ces gens sont les 1ers à ne pas payer d'impôts en France. Ils travaillent et dirigent des sociétés françaises. Il ne comprend pas que ces personnes ne soient pas obligées de payer leurs impôts en France (Air France ; Total ; Thales)
- 2- Il voudrait faire une remarque en différenciant les élus de proximité des élus parisiens – des économies sont possibles sur le fonctionnement de l'Etat notamment avec le Sénat : pour un sénateur, 5-6 personnes travaillent.

3/ Jean LECOURT : le problème fondamental est celui des inégalités qui se sont creusées depuis 50 ans et aujourd'hui, le rapport entre le SMIC et les salaires les mieux payés est effarant. Il n'est pas possible de continuer comme ça car la mondialisation permet toutes sortes d'entourloupes. Il cite l'exemple d'Air France avec le PDG canadien payé plus encore que le précédent. Pas de recette miracle. Il faut s'atteler à ce problème et limiter les gains. L'autre aspect : la succession : les riches engendrent des riches. Favorisés pour suivre des études (enseignement de plus en plus payant) un gosse de riche ne peut louper son bac. Favorisé également par l'héritage. Il est profondément injuste : la richesse va à la richesse ; il faudrait une redistribution. L'héritage n'est quasiment pas taxé. Il faudrait taxer l'héritage au moins de manière dégressive.

TOUR DE REMARQUES N°2

1/ Brigitte PENFRAT enseignante à la retraite – elle approuve ce qui a été dit ; elle a enseigné pendant 40 ans le développement durable. Elle fait 3 remarques :

- perte de pouvoir des états
- inégalités dans le monde
- destruction de notre planète.

Nos jeunes manquent de culture et de formation. Il devrait y avoir une formation pour tout jeune qui entre sur le marché du travail : sur le salaire ; à quoi servent les cotisations, les contributions ; qu'est-ce que la redistribution horizontale et verticale ; qu'est-ce que la solidarité, entre les biens portants et les malades, les jeunes et les plus âgés ; une formation sur les entreprises : comprendre les résultats comptables, la valeur ajoutée, les taxes.

Au niveau de la fiscalité locale, il y a un impôt injuste, c'est la TEOM, basée sur le foncier et déconnectée de la production de déchets.

2/ En France, on travaille moins sauf qu'on produit plus. La productivité est plus importante en France qu'en Allemagne. Une question au député ? Si on réduisait le nombre de députés, on le verrait encore moins. Il y a 27 personnes qui détiennent la moitié des richesses du monde. Et là, la question posée est : faut-il réduire les services publics ?? On rêve ? il y a une orientation politique du président des riches et il tient à l'exprimer pour que ça remonte, ce que l'on veut, c'est taxer les riches et plus de services publics, on en manque, on en crève !! Il est en accord avec les GJ : l'évasion fiscale. Une étude faite par les Anglais au niveau européen témoigne d'un montant de 880 milliards d'évasion fiscale avec

117 pour la France. Voilà les sources de financement ; il faut prendre l'argent là où il est. Ce n'est pas en essayant de nous culpabiliser : ce sont des voleurs !

3/ Nicolas CLOIREC : les personnes sont de plus en plus âgées, comment résoudre le problème de la pyramide des âges, il fait un plaidoyer pour ce beau pays et cette belle région. Des raisons de s'en plaindre on en a tous ; on entend le cri de colère. On vit dans un pays magnifique et nous n'avons aucune raison de se plaindre. La vie est difficile mais quand on n'est pas allé ailleurs, on ne s'en rend pas compte. Il faut mesurer notre chance de vivre dans ce beau pays de France.

TOUR DE REMARQUES N°3

1/ Monsieur ... est d'accord qu'en France les gens crèvent la dalle - mais la France c'est la France. Je suis un jaune donc je suis un gueux ... Par rapport à la santé : pourquoi être là ? Il est atteint du syndrome de Little donc déclaré inapte à travailler à 20 ans. Il a refusé l'allocation d'adulte handicapé car son corps lui permettait de travailler donc il a travaillé 20 ans mais son corps a dit stop et il s'est retrouvé en invalidité : apte à travailler à mi-temps donc pension calculée sur les 10 meilleures années. Il percevait 793 € de pension. Il a été hospitalisé en 2017. Il est aujourd'hui inapte à toute activité. Les revenus pour l'invalidité totale ont été augmentés de 53 € : il perçoit moins que s'il n'avait jamais travaillé. Il est dégoûté des gouvernants alors que les invisibles peuvent crever et surtout sans faire de bruit. Le seuil de pauvreté est fixé à 1022 €.

2/ Danièle MERCIER, retraitée, se dit prête à accepter une augmentation de la CSG mais elle aurait souhaité en face une véritable politique fiscale visant à plus de justice sociale, plus d'égalité devant l'impôt, une plus grande redistribution et une relance de l'emploi mais pour l'instant, on en est loin et elle s'impatiente. Sincèrement, il fait très bon vivre ici et elle aimerait que ça dure et elle a le sentiment que la violence n'apportera rien. Cette qualité de vie est liée aussi à nos élus locaux ; nos communes doivent conserver leurs moyens.

3/ Erwann BALANANT : député. Il partage complètement certaines choses, la volonté de réduire les inégalités est souvent à l'origine de l'engagement politique de certains élus. On est le pays au monde qui redistribue le plus. Sur 1000 € d'impôts, 575 € sont redistribués au titre de la sécurité sociale, des retraites, des aides au handicap, etc. 143 € correspondent au fonctionnement de l'Etat. Sur ces 1000 €, la démocratie coûte 1 €. Par contre il faut que l'on fasse mieux. Il a trouvé lui aussi la parole du Président malheureuse lorsqu'il a dit « *On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens ne s'en sortent pas.* » L'enjeu : faire mieux avec cette somme que l'on redistribue, plus efficace et plus juste. Il y a des gens qui gagnent beaucoup trop d'argent et qui s'exonèrent d'impôts, c'est scandaleux.

S'agissant de l'évasion fiscale : 18 milliards de fraude sont récupérés chaque année par les impôts. Il faut aller plus loin. M. DARMANIN s'est engagé à aller plus loin.

TOUR DE REMARQUES N°4

1/ Julien : si l'argent est autant redistribué alors peut-être que l'on redistribue mal ? Il s'interroge sur l'universalité de l'assurance maladie, les prestations chômage. Pourquoi ne pas envisager la proportionnalité des remboursements pour l'assurance maladie par exemple ?

2/ Myriam : heureusement que les GJ sont là sinon les élus n'auraient pas bougé. Quand les GJ sont montés au créneau c'est parce que le carburant était à 1,5 €/l et il est passé à 1,4 €. On a réussi à faire

bouger des choses. Nous avons réussi à obtenir une augmentation et les heures supplémentaires exonérées mais elles ne comptent pas pour la retraite. Des médicaments génériques ne sont plus remboursés par la sécurité sociale ; les produits de consommation ont augmenté. On ne peut pas continuer comme ça. Il faut que ça change même si elle ne sait pas comment.

3/ Sophie souhaite rebondir sur des propos. Aujourd'hui, pour avoir des formes de résilience il faut de la formation, de l'éducation pour tout ce qui concerne l'environnement, l'économique. Il faut former les chômeurs pour les accompagner dans un emploi épanoui et qui ne sera pas une souffrance. Les jeunes de 18 ans ont accès au pass culturel ; il est actuellement en expérimentation dans le Finistère et son fils pourra en bénéficier pour la culture.

TOUR DE REMARQUES N°5

1/ Benoît est content des propos de ce soir. Il est heureux de vivre à Clohars-Carnoët et en France dans une belle démocratie. Il est heureux du combat des GJ et de la prime d'activité. La redistribution est formidable en France mais il y a un problème avec le chômage. Il se souvient du CICE. On exige des chômeurs des RV mais les barrières administratives sont nombreuses. A quoi sert le CICE et à qui ?

2/ Jacques travaille beaucoup à l'étranger ; nous sommes tous très heureux d'utiliser les pays en voie de développement pour acheter des produits pas chers ; ces pays ne bénéficient pas du tout du ruissellement. Personne ne regarde notre impact sur les pauvres : on est tous des voleurs.

3/ Marie : ce pas facile d'aller chez les producteurs locaux et de payer plus cher les produits quand on a 600 ou 700 € pour vivre.

Elle fait les propositions suivantes : une TVA à taux réduit sur tous les produits de base, sur l'énergie, sur l'eau, sur les communications.

Un plafonnement des retraites à un taux suffisamment confortable. Nous avons la chance d'être dans un pays où l'on vit vieux et nous avons un certain nombre de présidents et d'élus qui touchent des retraites plus que confortables.

L'impôt sur le revenu est une excellente chose ; tout le monde devrait s'en acquitter y compris les prestations sociales. Par contre, qu'il n'y ait plus de niches fiscales et que l'impôt sur le revenu soit par tranche.

4/ Monsieur ... a entendu des souffrances, des situations difficiles et des opinions diverses, mais aussi des contre-vérités au niveau de la baisse du prix de l'essence. Les GJ ont enrayé la hausse des taxes mais ce n'est pas grâce à leur action mais à la baisse des cours. 27 milliardaires possèdent peut-être une grande partie des richesses mais il ne voit pas comment les américains, les qataris pourraient nous aider.

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Synthèse des remarques en lien avec la fiscalité transcrites dans les cahiers de doléances

- Fermeture des centrales
- Développement logements collectifs
- Cesser l'exploitation des forêts
- Parc auto de l'Etat
- Fiscalité à revoir taxation du kérosène
- Imposer les activités polluantes
- Favoriser les déplacements écologiques
- Favoriser la recherche
- Aide les jeunes agriculteurs qui veulent s'installer en bio
- Aider le commerce de proximité

Isolation de leur logement, chauffage, déplacements, inventer des solutions nouvelles...

Parole aux représentants du mouvement gilets jaunes (G.J.)

1/ les GJ ont peu de revendications sur le thème de la transition énergétique.

2/ On nous parle d'écologie, de pollution : il est interdit de faire du feu sur les camps car on pollue ; les bateaux et avions qui polluent, on n'y peut rien c'est la mondialisation ; l'ultra libéralisme détruit l'environnement ; la société de consommation, c'est la destruction de plein de pays ou les pauvres voient passer les camions remplis de minerais ...planète souillée, polluée ... espèces animales éradiquées ; les poumons verts de la planète servent maintenant à planter des palmiers ... les GJ exigent des taxes réduites pour tout ce qui devrait permettre de réduire la pollution, un habitat sain, une agriculture bio et l'application du principe pollueur payeur.

3/ Willy VASSEUR : enseignant à l'énergie et à l'environnement. L'environnement est très secondaire dans le débat. C'est surtout l'économique et le social, l'environnement c'est si on peut. On favorise les véhicules électriques, mais il faut regarder l'énergie primaire utilisée : une voiture électrique est beaucoup plus polluante qu'une voiture essence ou diesel. C'est du green washing. Le label bio va s'élargir donc on va accepter plus de pesticide dans le label qui ne sera plus bio. C'est choquant et énervant. Nos agriculteurs seraient sans doute contents de bien travailler leur terre. Si la santé s'améliore, cela génèrera des économies. Il souhaite aussi insister sur la rénovation des bâtiments : réduire la consommation énergétique et avoir une consommation raisonnée. Il cite la politique de San Francisco en matière de déchets : cela marche très bien.

3/ Madame ... Le développement durable est issu des excès de l'ultra libéralisme, tout ce qui nous faisons a des conséquences. Comme des milliers de personnes dans le monde, elle est très sensible à l'état de la mer et aux rivages. Elle ramasse énormément de plastiques. Elle a découvert beaucoup de déchets de filets de pêche : pourquoi ? Elle a ouvert un compte twitter qui pollue aussi ! Elle a créé un compte pour être en relation avec des gens qui font comme elle. Elle recherche des biomatériaux pour la mer. Elle a découvert l'association nationale des élus du littoral : la mairie est-elle adhérente ? Ne pourrait-on pas constituer un groupe de réflexion sur ce sujet ?

Elle voudrait finir sur le fait qu'elle a une haute idée de la fonction publique qui nécessite de grandes qualités. On reproche souvent le manque de clarté de transparence et un certain ostracisme, y compris au niveau local.

4/ D. LE MOIGNE : l'économie mondiale est comme le Titanic, elle accélère avant le choc nous dit le FMI. Il ne nous reste que quelques années pour agir. La fonte des glaces pose de grosses questions. Nous sommes bien dans cette situation à cause de ce capitalisme débridé auquel nous participons en acceptant les règles du jeu. Heureusement qu'il existe des mouvements qui permettent de lutter contre. Il faudrait un contrôle des aides de l'Etat sur tout ce qu'on appelle transition énergétique et écologique. Certaines entreprises utilisent ces aides pour augmenter la facture et c'est odieux car cela empêche les gens de faire leurs travaux. C'est partiel : il faudrait une action internationale ; elle aimerait que le gouvernement s'engage à travailler encore davantage et pas par la lunette du profit mais pour l'intérêt des populations et de la terre.

5/ Jacques JULOUX informe que Clohars-Carnoët n'est pas adhérente à l'association des villes littorales : chaque cotisation est basée sur le nombre d'habitants et nous sommes en recherche d'économies mais nous travaillons avec le Conservatoire du littoral et d'autres organismes qui travaillent autour des thématiques de l'eau.

TOUR DE REMARQUES N°2

1/ Hubert souhaite une intervention au niveau des pistes cyclables. Beaucoup de vélos électriques sont en circulation, sans formation aucune et qui ne respectent pas l'obligation d'avoir un casque sur la tête. Au niveau régional et local, il y a des pistes pour aller à la plage mais il souhaiterait un projet sur le pays de Quimperlé. Il serait content de participer au développement si cela existait sur la commune.

2/ Alain LE GROS : nous nous rendons régulièrement aux urnes et nous votons pour des candidats en adéquation avec nos idées puis on s'aperçoit que nos élus ne mettent pas en application leur programme et sont sous l'impact des lobbies. Mettez vos programmes en application sans influence des lobbies !

3/ Jean LECOURT : le réchauffement climatique dépasse l'écologie et menace la planète. Rien ne se passe. Le taux de CO2 continue d'augmenter. Les mesures prises sont insuffisantes. Il est surpris du procès fait à la voiture électrique qui peut être plus polluante si l'électricité est produite par des centrales thermiques. Les batteries rentrent dans le cycle global mais c'est quand même bénéfique. Que fait-on alors ? les transports génèrent 30 % de l'énergie consommée sur la planète : c'est le secteur le plus gourmand en énergie ; il faut bien trouver des solutions ! Il prône le ferroutage.

TOUR DE REMARQUES N°3

1/ Willy : Les voitures électriques sont plus polluantes au vu des énergies utilisées pour les recharger. A terme, c'est possible qu'elles soient moins polluantes.

2/ M. QUERNEZ formule 3 demandes à M. BALANANT :

- Personne ne l'empêchera d'interpeller le gouvernement sur la suppression de l'ISF. Il demande à notre député de participer à la mission parlementaire chargée d'étudier la suppression de l'ISF et ses enjeux.
- S'agissant des contrats aidés : il a été choqué de l'expression du président sur « le pognon dingue ». C'était le dernier moyen possible pour lutter contre l'exclusion. Il souhaiterait que cette mesure soit évaluée par les parlementaires et que le débat qui vise à renationaliser toutes les politiques sociales existe, qu'il y ait une véritable étude sur la délocalisation de cette mesure.
- La 3ème mesure discutée porte sur la baisse des APL. La conséquence directe de cette mesure est la mise en difficulté des bailleurs dans leur possibilité de construire des logements donc de les offrir au plus démunis. La possibilité de lutter contre la précarité énergétique existe : on le voit sur nos territoires.

3/ La protection des espèces sauvages et des forêts : ce que cette personne proposerait c'est d'arrêter la chasse, la pêche loisirs et que l'on fasse tout notre possible pour arrêter d'importer des produits dont on n'a pas besoin.

4/ S'agissant du ferroutage : il faudrait revenir au fret sur rail moins polluant et moins désagréable que les camions. On rencontre des camions de taille gigantesque sur les ronds-points de Clohars Carnoët ou Moëlan. S'agissant du transport ; il faut essayer de développer le transport en commun y compris sur le rail et là aussi, un problème de coût se pose. Il faut lier la transition écologique et le social et donc envisager les possibilités de transports en communs gratuits et évaluer les conséquences.

5/ M. QUERNEZ demande que le pouvoir soit décentralisé car là-haut on ne nous entend plus. Les batteries on va les recycler comment ? Les panneaux photovoltaïques ? On va les envoyer en Afrique comme nos vieilles voitures, comme tous nos déchets ? A court terme, la voiture électrique est une bonne chose, mais à long terme ? Pourquoi pas le moteur à hydrogène, à eau ?

6/ Willy VASSEUR : il faut savoir recycler tous nos déchets ; c'est un problème pour demain. On est dans un système : la Terre, qui est un système fini mais à un moment donné, il n'y aura plus rien. L'hydrogène nécessite de l'électricité ou du méthane. Il faut arrêter de produire plus et revoir notre consommation énergétique. Il faut avoir des projets sur le long terme. Il faut des subventions pour changer les modes de production énergétiques et les rénovations de logements car en conception, on fait des erreurs énergétiques et dans 15 ans, il faudra refaire les maisons.

TOUR DE REMARQUES N°4

1/ Jacques JULOUX ne comprend pas comment fonctionne ce pays ? Y compris sur le CICE qui a coûté une fortune (20 milliards) et devait créer de l'emploi. Le pacte de solidarité a été en partie payé par les collectivités territoriales. Ajoutons la suppression de la taxe professionnelle, soit 50 milliards réorientés vers les entreprises par rapport aux résultats. Donner la moitié de ces sommes aux Collectivités permettrait de financer les pistes cyclables par exemple qui démarrent sur le territoire de Quimperlé. Cela a un coût et nous avons perdu des ressources. Redonnons un peu d'air aux collectivités territoriales pour leur redonner la possibilité de faire des économies : le prochain Kloar info porte sur la transition énergétique.

2/ Monsieur ... Il a sans arrêt des questions portant sur les technologies énergétiques et ce n'est pas à la portée des gens de base. Ce qui lui importe, ce sont les déchets ménagers. L'Etat devrait prendre

des mesures pour que toutes les communes aient des obligations beaucoup plus sérieuses en la matière. Les universités gaspillent le papier, les hôpitaux ne recyclent pas. Il faut aller à la source en matière alimentaire notamment. Les 3/4 de ce qui est vendu est beaucoup trop emballé. Personne ne prend de vraies mesures à ce sujet.

3/ On consomme trop d'électricité : on pourrait limiter par 2 notre consommation d'électricité. Consommation et pollution : la disparité entre les revenus : c'est la double peine. Plus on a d'argent plus on dépense, plus on pollue. S'agissant des déchets, il ne supporte pas non plus un papier par terre. Sur certaines routes, c'est incroyable. Par rapport au tri, il faudrait imposer aux fabricants la vente de produits recyclables.

TOUR DE REMARQUES N°5

1/ Le CICE c'est une bonne chose mais pas pour les grosses entreprises, il devrait être de 1 % pour les grosses et 10 % pour les petites. Le RSI cela devrait être le contraire : 10 % pour les grosses et moins pour les petites. La taxe professionnelle n'a pas disparu, elle a juste été transformée en cotisation foncière pour les entreprises.

2/ M. BALANANT : l'ISF a été transformé et non supprimé. L'ISF est désormais l'IFI : l'idée est de ne plus taxer les personnes qui réinvestissent dans l'économie. Aujourd'hui son groupe parlementaire et un certain nombre de députés avaient des interrogations car le dispositif actuel n'est peut-être pas complètement efficace mais il faut attendre. L'IFI tel qu'il est aujourd'hui devra être évalué. Mickaël QUERNEZ a demandé une mission parlementaire mais ce n'est pas lui qui y sera pas car il n'est pas spécialiste des questions fiscales. M. MATTEI y siègera. Il y a eu une augmentation des investissements étrangers en France et une baisse des aides aux associations. Tout cela devra être évalué. L'ISF est un symbole qui a un sens. Nous parlons de 3 milliards, ce n'est pas cela qui va améliorer le sort des Français.

S'agissant des contrats aidés, avant 2016-2017, le nombre était de 250 000 emplois financés par l'Etat. 560 000 décidés par le gouvernement Hollande. Ce nombre ambitieux ne répondait pas à un vrai sujet : la réintégration dans le milieu du travail. Les contrats aidés n'ont pas été supprimés : il y a simplement eu un retour au seuil précédent.

Sur la baisse des APL : tous les spécialistes du logement disent qu'en ayant des APL trop élevées, les loyers augmentent. Cette mesure a été prise pour récupérer 40 milliards par an à destination d'un grand plan logement pour créer des logements d'urgence comme cela n'a pas été fait depuis longtemps.

TOUR DE REMARQUES N°6

1/ Monsieur ... Les emplois aidés et la formation sont des réponses mais au-delà de la souffrance physique, il y a la souffrance sociale. Vivre avec 541 € c'est compliqué ; pour l'instant, il a l'indemnisation chômage, mais dans 14 mois il sera dehors car il ne pourra pas payer la maison. Depuis le 23/11/2018, il attend des nouvelles.

2/ Le maire est un élu local : il essaye de gérer les difficultés locales mais il ne peut rien faire pour les difficultés structurelles. Les GJ sont une expression : il existe d'autres structures de réflexion. Nous avons beaucoup de droits et de capacités à répondre. Il y a des déséquilibres et nous avons tous vocation à faire société et à cheminer ensemble.

Le Maire exprime sa reconnaissance à chacun de s'être exprimé et de s'être écouté : cela contribuera à avancer.

Le second débat portera sur la démocratie et la réforme de l'Etat et des collectivités locales le 22/02 à 20h00 à la salle des fêtes.